

Déclaration du Congo au sein de la 6^{ème} Commission de la
79^{ème} 8 J X X N T S I J Q c & , 3 :

Thème : « (W N R J X H T S Y W J Q c - Z R F S N Y } »

Lue par DOUCKAGA NZENGUI Nicaise Servais,
Conseiller en charge des questions juridiques à la
Mission Permanente de la République du Congo auprès

I J Q c 4 W L F S N X F Y N T S I J X 3 F Y N T S X : S

Monsieur le Président

Merci de donner la parole à la délégation congolaise qui par ma voix, vous exprime tout son bonheur de vous voir diriger nos travaux et vous renouvelle son soutien. La délégation congolaise souscrit à la position exprimée par la République de l'Ouganda au nom du groupe africain.

Toutefois, ma délégation a des observations à faire à titre national.

Les crimes contre l'humanité constituent comme le crime de génocide et le crime de guerre, l'une des atrocités du 21^{ème} siècle, qui préoccupe l'attention de la société internationale et pourtant aucune convention internationale n'est disponible à ce sujet.

D'où la nécessité de prévoir un cadre juridique global pertinent qui devrait garantir les efforts de prévention et de répression des crimes contre l'Humanité.

Dans ce sens, Nous partageons d'emblée, le message du secrétaire général des Nations Unies qui, à l'occasion de la journée mondiale de la lutte contre la traite des êtres humains, célébrée le 30 juillet 2024 insistait déjà sur les séquelles physiques et psychologiques des crimes qui perdurent dans la vie des victimes de crimes contre l'humanité .

Monsieur le Président

La République du Congo soucieuse de la préservation et la protection des droits humains a signé, ratifié les différentes conventions, traités, protocoles et chartes (convention de 1948, les 4 conventions de Genève du 12 août 1949 relative à la protection des personnes

en cas de conflits armés) qui s'inscrivent dans le cadre des crimes contre l'humanité et mettre fin à l'impunité et encourager la primauté du droit.

C'est dans ce sens que la République du Congo est état partie au statut de Rome portant création de la CPI protégeant la dignité humaine et luttant contre l'impunité et en appelle à la consolidation de la justice pénale internationale.

Ma délégation salue, dans ce sens, les progrès accomplis par la Commission du droit internationale pour avoir initié un projet d'articles à ce sujet notamment dans le cadre de l'organisation d'une conférence des plénipotentiaires